

Conseil Intercommunal de la Région de Nyon

COMMISSION DES FINANCES (COFIN) – RAPPORT PREAVIS 40-2019 : ETAT FINANCIER DU FOND TP REGIONAL

Madame la Présidente,

Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

La COFIN (liste des présents in fine) s'est réunie le 10 janvier 2019 à 7h45 dans les locaux du Conseil Régional en présence de Madame Chantal Landeiro, membre du Comité directeur (CODIR), et Monsieur Patrick Freudiger, Secrétaire général (SG) ainsi que de la commission ad-hoc pour une présentation du préavis susmentionné. Une autre séance a eu lieu le 30 janvier 2019 à 8h dans les locaux du conseil régional à laquelle étaient présents Mr Guilloud, Kilchherr et Costiou et Mr Morin était excusé.

1. Ce préavis propose d'entériner les dépassements de deux des 11 préavis TP terminés (37.2014 et 52-2015). Cependant, il convient de noter que les préavis en question ont été amendés lors de leur vote et que les chiffres rapportés par le préavis 40-2019 tiennent compte de ces amendements bien que cela ne soit mentionné ni sur le site de Région de Nyon, ni dans le préavis proposé au vote. La COFIN tient donc à apporter les précisions suivantes :
 - Préavis 37-2014 : 346'000 CHF amendé lors du Conseil du 25 juin 2014 pour ajouter une course le samedi soir estimée à 7'000 CHF soit un montant total de 353'000 CHF, conforme à ce qui est rapporté dans le préavis 40-2019.
 - Préavis 52-2015 : 959'500 CHF amendé lors du Conseil du 25 juin 2015 pour ajouter deux courses sur la ligne 811 Nyon-Prangins-Gland estimées à 32'300 CHF, frais de communication inclus, soit un montant de 991'800 CHF au total, conforme à ce qui est rapporté dans le préavis 40-2019.

La COFIN recommande à ce que dans le futur les préavis amendés soient indiqués comme tels sur le site du Conseil Régional. Elle recommande également dans le futur qu'elle soit informée dans les meilleurs délais des dépassements sur les préavis votés par le Conseil Intercommunal ainsi que ceci soit clairement mentionné dans les comptes lors de leur bouclage.

2. Ce préavis propose d'entériner l'imputation le solde positif de ces 11 préavis terminés au fond TP. Cependant le préavis original (60-2010) prévoyait : « *Le CODIR propose de constituer un financement spécial affecté «programme de réorganisation des transports publics régionaux» et de solliciter les communes pour alimenter ce fond par tranches de financement sur une période de cinq années 2011- 2015. Cela représenterait une charge ramenée à l'habitant de 155.- CHF déployée sur cinq années.* » :

Il semble donc à la COFIN que cette demande est légitime et n'a pas besoin d'approbation supplémentaire du Conseil Intercommunal, hormis peut-être le dépassement dans le temps des projets à réaliser, ce qui n'est pas mentionné dans le préavis. Cependant, les communes ont dû provisionner dans leurs comptes de fonctionnement l'intégralité des 155 CHF.

Il en ressort donc qu'une acceptation de la part du Conseil Intercommunal, si elle devait avoir lieu, ne devrait avoir aucune conséquence sur le P&L (pertes et profits) de nos communes.

3. Ce préavis propose d'entériner les dépenses hors préavis pour un montant de 81'923.77 CHF engagés entre 2014 et 2018. Si la commission n'a pas d'argument à opposer à cette régularisation, les exercices concernés étant clos hormis 2018, elle s'interroge quant à la transparence des comptes qui lui ont été présentés par le passé et des montants expliqués

suite à nos demandes. En effet, seuls les comptes 2015 mentionnent cette attribution extra budgétaire au fond TP (aucune trace pour les autres années dans les préavis des comptes annuels). Ci-dessous l'extrait du préavis 68-2016 relatif aux comptes 2015 tels que communiqués par Mr Penel :

Les dépenses engagées sont significatives, elles sont la résultante de la réalisation des travaux prévus dans les préavis adoptés. On relève également quelques engagements de participation hors préavis (étude ligne 815, bouclage Asse & Boiron, arrêt de bus,...). Ces montants ont été prélevés sur le fonds TP.

Par ailleurs, votre Commission n'a pas été en mesure de réconcilier les montants présentés dans le préavis avec les comptes acceptés par le Conseil Intercommunal pour les années concernées comme montre le tableau ci-dessous et les détails qui lui ont été fournis :

Année	Préavis	Compte	Budget	Réel	Commentaires	Préavis 40-2019	Delta	Commentaires
2014	51-2015	190.3185	0.00	25,029.45		22449.25	-2580.2	
2015	68-2016	190.3185	0.00	23,806.23	selon rapport fiduciaire les comptes ne mentionnant pas de détails suffisants	23806.23	0	
2016	14-2017	190.3185	25,000.00	14,512.83		26421.49	11908.66	Seul le montant de CHF 14'512.83 lié à la communication des TP a été reporté, le reste est reporté en 2017
2017	32-2018	190.3185	non disponible	37,582.51	Selon détails fournis par le SG	27270	-10312.5	Imputation de la participation des communes imputée sur le compte 190.4520 erroné dans le rapport de la fiduciaire Heller

Elle a tenté de le faire également sur un exemple (Etude de la ligne 815 présenté en annexe 1) et elle n'a pas été en mesure de réconcilier les détails fournis avec ceux présentés dans le préavis, afin de confirmer que leur mode de financement avait été conforme avec celui validé dans le préavis 60-2010, à savoir

- 1/3 du coût pour la ou les communes territoriales concernées
- 1/3 du coût pour le cercle intercommunal de proximité
- 1/3 du coût pour la région

La COFIN s'interroge également sur la justification de telles dépenses hors budget. En effet, si le Conseil autorise le CODIR à engager des dépenses imprévisibles, exceptionnelles et urgentes à hauteur de 20'000 CHF pour la législature précédente et de 50'000 CHF pour cette législature (voir préavis 02-2016), la COFIN s'interroge sur le côté imprévisible, exceptionnel et urgent des études mentionnées dans le préavis présenté. Elle demande donc au CODIR que, dorénavant, l'intégralité des dépenses imputées au fond TP fasse l'objet d'un préavis, comme le préavis d'intention original (60-2010) le prévoyait pour le financement des phases d'études : « *Pour la part régionale nous proposons de privilégier la voie du préavis pour chacune des études spécifiques, afin de garantir un minimum de dialogue démocratique autour des principes et options d'aménagement. La participation financière régionale s'effectuerait par un prélèvement sur un fonds spécial « programme de réorganisation des transports publics régionaux »*

4. Enfin, ce préavis mentionne dans l'état financier du fond TP en page 4 des frais bancaires imputés au fond TP de 2110.48 CHF. Même si ce montant peut paraître insignifiant, votre commission n'a pu obtenir qu'un justificatif pour environ 75% de ce montant, notamment incluant des impôts à la source qui ne semble pas clairs, ce qui l'amène à s'interroger sur le bienfondé d'une telle allocation au fond TP

Conclusion

Au vu de ce qui précède, la COFIN s'interroge sur l'exactitude des chiffres présentés dans le préavis 40-2019. Malgré ce fait, considérant que

- 1) Les montants des écarts constatés ne sont pas très significatifs par rapport au fond TP dans son intégralité et
- 2) L'impact sur les comptes des communes devrait être nul,

elle recommande au Conseil Intercommunal d'accepter le préavis tel que présenté mais émet les recommandations suivantes :

- Que les comptes des exercices dès 2018 comportent un détail clair des dépenses sur les fonds dédiés (TP et DISREN, Filières Bois et les mesures pour apprentis) ce qui pourrait impliquer que le mode de comptabilisation soit amélioré. La COFIN s'engage à fournir au Conseil lors de la revue des comptes un rapport dédié sur le sujet incluant les dépenses hors préavis pour le fond TP.
- Que les dépenses extra budgétaires soient portées à la connaissance de la COFIN et du Conseil Intercommunal dans les meilleurs délais.

Pour la Commission des Finance,

André Cattin

Christian Graf

Frédéric Guilloud

Laurent Kilchherr

Walter Baumgartner

Francis Costiou, rapporteur